

ENTRE LA PAIX ET LA GUERRE :
EDOUARD DALADIER
ET LE PARTI RADICAL
DE MUNICH A LA DÉFAITE De 1940

Par Mme Elizabeth du REAU
Professeur Agrégée

©Parti Radical Région Ile de France

Il y a déjà 8 ans dans cette enceinte s'est déroulé un important colloque intitulé "Munich : Mythes ou réalités". Deux ans plus tard à Londres des historiens français, britanniques et allemands s'interrogeaient sur les défis fascistes et la politique d'apaisement. A l'occasion d'un colloque de la Fondation nationale des Sciences Politiques (en 1975) et d'une rencontre à Sèvres sur la perception de la puissance en Europe occidentale (en 1982) des historiens et des témoins ont confronté leurs vues sur l'attitude des décideurs, des parlementaires et de l'opinion publique, dans les démocraties occidentales, de Munich à la guerre. Or, dans le cas français, les débats sur le thème de l'apaisement mettaient en évidence le rôle tout à fait central d'une équipe de décideurs où figuraient, au premier chef, des personnalités membres du parti républicain radical et radical socialiste. La conduite de la politique étrangère du printemps 1938 au printemps 1940 fut en effet au niveau le plus élevé, mise en œuvre, sous l'autorité du Président de la République, par Edouard Daladier, Président du Conseil d'avril 1938 à mars 1940. D'avril 1938 à septembre 1939, il fut secondé par Georges Bonnet, Ministre des Affaires Etrangères qui fut déchargé de ses fonctions au profit du président lui-même, lors du remaniement du 13 septembre 1939. L'équipe qui était au pouvoir dans ces trois dernières années de la III^{ème} République avait été dans le passé associée aux responsabilités gouvernementales. Une partie notable du groupe décisionnel, qui gravite autour d'Edouard Daladier en 1938, de Chautemps à Albert Sarraut, de Guy La Chambre à Henri

Queuille était déjà à ses côtés lorsqu'il forma en janvier 1933 son premier gouvernement. D'autres le rejoignaient dès juin 1936. Depuis janvier 1936 Édouard Daladier, député du Vaucluse, artisan, au sein du parti radical, de la politique de ralliement au rassemblement pour le Front Populaire, avait évincé, à la direction du Parti, Édouard Herriot. Le fils spirituel du maire de Lyon, son disciple de la Khagne avait pris ses distances vis-à-vis du "Maître" dès 1927, année qui voit s'amorcer la guerre des deux Édouard. Il avait, au sein du parti, fait figure de rénovateur et symbolisé une ligne pure et dure, hostile aux compromis et à la collaboration avec les modérés au sein du Gouvernement d'Union Nationale.

Vice-Président du Conseil dans les gouvernements Blum et Chautemps, Édouard Daladier était Ministre de la Défense Nationale depuis juin 1936. Pierre Cot, son ministre de l'Air, était à ses côtés dans le

Gouvernement Blum ; Jean Zay, jeune Ministre de l'Éducation, faisait partie de l'équipe de jeunes turcs qui avait misé sur Daladier, un "homme de la génération du feu", apte à opérer au sein du parti la rénovation nécessaire.

Notre réflexion sur Édouard Daladier et le parti radical entre la paix et la guerre de 1938 à 1940 nous incite à braquer à nouveau le projecteur sur les trois dernières années d'un régime : celui de la Troisième République.

Notre propos n'est pas de retracer des événements bien connus. Dans le temps qui nous est imparti, nous ne chercherons pas à dresser un tableau exhaustif de l'évolution du parti et de l'attitude de ses dirigeants de Munich à la défaite de 1940.

Nous tenterons au cours de cet exposé de répondre à quelques questions fondamentales que peut formuler l'historien qui n'a pas participé aux événements mais tente de les interpréter à la lumière des sources maintenant inventoriées mais dont certaines sont encore peu ou mal exploitées.

1. Quels furent les véritables mobiles qui inspirèrent les décisions gouvernementales de septembre 1938 ? Quels enjeux furent alors évoqués au sein du parti ?

Affrontés au dilemme guerre ou paix, les responsables gouvernementaux français, après avoir envisagé différentes alternatives, acceptaient le 28 septembre de se rendre à Munich. Comment interpréter cette décision si lourde de conséquences ? Notre première partie tentera de répondre à cette question.

2. Au lendemain de Munich, quelle stratégie va chercher à adopter le gouvernement ?

Les historiens français et étrangers ont bien souligné la permanence de conflits au sein de l'équipe dirigeante française. Le vote approuvateur des accords de Munich, en octobre, à la Chambre et les motions favorables au Président au Congrès de Marseille ne peuvent masquer l'existence au sein de l'équipe dirigeante et au sein du Parti de graves divergences d'interprétation. Les débats du Congrès de Marseille, les délibérations ultérieures au sein du Parti et au sein de l'équipe décisionnelle mettent bien en évidence l'opposition de deux lignes. La ligne Bonnet qui poursuit l'esprit de Munich, dans le sens de la volonté d'apaisement semble triompher jusqu'en décembre 1938. La ligne Daladier qui s'impose à partir de Février-Mars 1939, s'impose ensuite. Considérant la paix comme une paix armée, le Président, soutenu par des collaborateurs tels Campinchi, Albert Sarraut, membres de son parti, Paul Reynaud et Georges Mandel, modérés partisans de la Résistance aux défis d'Hitler, tente de mobiliser les énergies autour d'un programme de redressement économique et de redéploiement diplomatique. Mais des nuances doivent être apportées à cette présentation et des problèmes doivent encore être élucidés. Ce sera là l'objet du second volet de notre exposé.

3. En septembre 1939 se pose à nouveau le dilemme guerre et paix. Comment l'équipe dirigeante va-t-elle relever ce nouveau défi puis conduire la guerre ? Quelle part prendront,

dans le débat sur la conduite de la guerre, les principaux leaders du parti ?

En août, le clan de la paix déploie tous ses efforts pour tenter d'éviter l'intervention française dans le conflit.

Après la déclaration de guerre, la situation se modifie et le départ du Quai D'Orsay de Georges Bonnet est révélateur. Mais son maintien dans l'équipe gouvernementale aux côtés d'autres partisans de la politique de conciliation explique la persistance des tensions que révèle avec beaucoup de perspicacité Jules Jeanneney, Président du Sénat, dans son journal de bord. Ses remarques qui rejoignent celles de Villelume, collaborateur de Paul Reynaud sont fort éclairantes sur la détérioration des relations au sein du gouvernement et sur les graves faiblesses qui se manifestent dans le domaine de la conduite de la guerre.

Nous esquisserons dans cette troisième partie très brièvement quelques réflexions concernant nos institutions à l'épreuve de la guerre. A la lumière des sources franco-britanniques nous évoquerons les graves problèmes posés par le dysfonctionnement des institutions françaises et interalliées. Ici encore, l'attitude des principaux leaders du Parti radical et des autres responsables de la classe politique française doit être replacée dans des perspectives plus larges. Si Édouard Daladier est conduit à démissionner au profit de Paul Reynaud, dès le 20 mars 1940, le premier Ministre britannique, Chamberlain, très contesté lui aussi, cède la place quelques semaines plus tard, le 10 mai à Winston Churchill, membre de son cabinet.

Au terme de notre exposé, nous nous interrogerons donc sur les graves faiblesses des démocraties à l'épreuve de la guerre et sur les responsabilités particulières des hommes d'État français, mais aussi des états majors politiques dont les préoccupations ne coïncidaient pas toujours avec la défense de l'intérêt national.

I - LE GOUVERNEMENT DALADIER ET LE PARTI RADICAL DEVANT LA CRISE DES SUDETES - SEPTEMBRE 1938

L'étude du processus décisionnel qui conduisit Édouard Daladier à Munich en septembre 1938 fait intervenir l'examen de nombreux facteurs qui ont pu peser dans la mise en œuvre de la politique étrangère française en cet automne 1938.

Les politologues et historiens qui se sont penchés sur les mécanismes de l'élaboration de la décision ont bien montré la difficulté de cerner le processus avec vigueur. Soucieux de rechercher une rationalité et de tenter une explication logique des choix entrepris, l'historien ne risque-t-il pas d'occulter certains faits ou de surestimer certains facteurs ? Le débat historiographique sur la crise de Munich en France et à l'étranger s'est polarisé selon les époques sur certains enjeux jugés essentiels. Alors que les recherches opérées en France avaient mis en valeur le poids des facteurs militaires dans l'élaboration de la décision, à partir d'une étude des archives militaires ouvertes après 1972, des chercheurs se sont interrogés sur la validité de ces analyses. Des historiens anglo-saxons ont souligné, lors du colloque sur Munich en

1978 (et plus tard à l'occasion de rencontres franco-britanniques), la nécessité d'une **réappréciation politique** de Munich.

Anthony Adamtwaite a conclu ainsi son intervention en 1978 sur cette Remarque :

"A l'approche de Munich, le facteur militaire a été utilisé par les ministres français et britanniques comme un levier pour **justifier ou faire accepter les décisions politiques**"¹.

La problématique défendue par cet auteur relance donc le débat sur la responsabilité des hommes **au pouvoir et sur le rôle joué par les diverses formations politiques** à l'heure du grand dilemme paix ou guerre.

Dans cette perspective, notre démarche nous conduira à examiner le déroulement des faits en respectant une chronologie fine, respectueuse de l'évolution des opinions au cours d'une période où les attitudes ont plusieurs fois fluctué.

Trois étapes jalonnent cette période de crise. Notre récit s'ouvrira sur les journées capitales qui suivent la rencontre de Berchtesgaden (18-19 septembre 1938). Il se poursuivra par l'évocation de la deuxième rencontre de Londres après le Conseil des Ministres du 25 septembre. Il s'achèvera sur la Conférence de Munich (29-30 septembre). Évoquons donc ce drame en trois actes.

1 Le premier acte place sur le devant de la scène, le 18 septembre, les deux chefs de Gouvernement Neville Chamberlain et Edouard Daladier réunis à Londres pour délibérer des propositions d'Hitler concernant le sort de la région de Sudètes.

➤ Ici, un témoignage remarquable, celui de Guy Girard de Charbonnières, secrétaire de l'ambassade de France à Londres qui retrace en quelques pages saisissantes et visuelles de vérité la soirée à l'Ambassade où le Président du Conseil, au cours d'un dîner intime, avec quelques collaborateurs, donne ses **premières impressions** à l'heure où il vient d'approuver les **accords de Londres** après une journée de discussions épuisantes au dire de tous les témoins. Or, ce récit corrobore des informations puisées dans d'autres sources. Il s'agit donc d'un document exceptionnel que vient de publier, aux éditions Albatros, le diplomate français sous le titre : **La plus évitable de toutes les guerres : un témoin raconte**. Rappelons brièvement auparavant que la crise tchèque latente depuis Mai rebondit en septembre avec le discours d'Hitler à la Conférence de Nuremberg exigeant la solution du problème des minorités allemandes. Chamberlain s'était rendu à Berchtesgaden le 15 septembre. A son retour, il avait convoqué à Londres, le 18, les représentants du Gouvernement français. Au cours de la réunion d'importantes divergences opposent les deux chefs de gouvernement. Édouard Daladier refuse la solution de plébiscite organisé

1 Anthony Adamthwaite in Munich 1938, mythes et réalités, Paris : Institut d'Etudes Slaves, 1979, page 66.

dans les territoires mixtes de Tchécoslovaquie intégrant des minorités allemandes. Acceptant la cession de quelques territoires limités (Les Saillants) et s'inspirant d'un document tchèque remis par un délégué officieux Neccas, le Président du Conseil français cède progressivement du terrain et est conduit à accepter un plan qui introduit déjà d'importantes cessions aux Allemands.

Évoquant l'arrivée du Président du Conseil français à l'Ambassade de France à Londres, Guy Girard de Charbonnières précise qu'il s'agit là d'un entretien tout à fait confidentiel en présence de Corbin, notre ambassadeur à Londres, de Georges Bonnet et Jacques Kayser, proche collaborateur du Président et l'un de ses conseillers du Parti radical.

Édouard Daladier se lance dans un long monologue qui débute par cette formule :

"Messieurs, je ne suis pas fier. Non. Je ne sais pas ce que vous pensez, vous autres, mais moi, je le répète, je ne suis pas fier. Car il n'y a pas de doute, ces Tchèques étaient nos alliés, nous avons vis-à-vis d'eux des engagements et ces engagements, ce que je viens de faire, c'est de ne pas les tenir..."

Après avoir analysé les divisions au sein du Cabinet ministériel, l'attitude des socialistes et des radicaux, il poursuit son monologue :

"La vérité, Messieurs, je vais vous la dire : la France est bien malade. Je ne sais pas si vous vous en rendez bien compte, mais c'est comme ça. Alors, moi, qu'est-ce que je peux faire quand je n'ai rien derrière moi ?

Il y en a qui disent qu'Hitler bluffe et que si je me montre ferme il se dégonflera. C'est bien possible mais est-ce que j'ai le droit de prendre ce risque ? Le risque de la guerre, quoi ?.- C'est bien ça, la guerre, la guerre... Savez-vous, Messieurs, ce que j'ai fait ce matin avant de prendre l'avion ? J'ai reçu les délégués des ouvriers du bâtiment. Oui, Messieurs, alors qu'il s'agit de la paix ou de la guerre, les ouvriers du bâtiment sont en grève !... "

Autour de la table, chacun se regardait, note le témoin.

"Quelle négociation, continuait à se lamenter Daladier, quelle négociation !... Le couteau sur la gorge. Quoi, mais quoi faire ? Tenez, Messieurs, je vais vous raconter quelque chose. J'ai reçu une autre visite ce matin, celle du général Vuillemin. Et vous savez ce qu'il est venu me dire : Monsieur le Président, si c'est la guerre, je démissionne. C'est un peu fort... Mais le fait est que notre aviation... c'est une bien triste histoire... En un mot, elle ne vaut pas grand chose... Et les Allemands le savent naturellement et les Français aussi. Alors, vous comprenez, Messieurs, moi, je ne peux pas faire le fanfaron"².

Les papiers personnels du Président, ceux consultés au Quai d'Orsay à Paris et au Public Record Office, à Londres, permettent sur bien des points de recouper le **témoignage cité**.

² Guy Girard de Charbonnières, La plus évitable de toutes les guerres. Paris : Albatros, 1985, pp. 166 à 171.

Ainsi, Édouard Daladier, le 18 septembre, est-il amer et lucide, conscient d'avoir cédé du terrain au cours de la négociation avec Chamberlain et Halifax (le responsable du Foreign Office).

Comme il le laisse entendre, la situation française est préoccupante sur bien des fronts et lorsqu'il lance la formule : "La France est malade !", il dévoile en effet le fond de sa pensée.

Les deux faits cités par le Président du Conseil, les deux entrevues de la matinée avant son départ pour Londres sont bien révélateurs des tensions qui se manifestent en France à l'heure où s'engage un débat décisif en politique étrangère.

Qu'il s'agisse du front social ou de la situation militaire exposée par le général Vuillemin, Édouard Daladier sait que ces deux terrains sont minés. Nous allons y revenir.

Avant d'aborder une interprétation plus globale des décisions gouvernementales, il nous faut évoquer la seconde scène. Elle se déroule à Paris, **le lendemain, 19 septembre**.

... Il s'agit du Conseil des Ministres réuni pour délibérer des accords de Londres.

Notre témoin sera ici Jean Zay, dont les **Souvenirs** ont été publiés en 1942³. Nous confronterons son récit et celui d'Anatole de Monzie⁴. Nous nous inspirerons également du manuscrit du Président Daladier et d'un texte inédit conservé par le Service historique de l'Armée de Terre⁵.

Les **Carnets secrets** de Jean Zay, Ministre de l'Éducation nationale dans le cabinet Daladier, s'ouvrent sur le Conseil des Ministres du 19 septembre. Que nous révèlent-ils en l'absence de procès-verbal officiel ?

Le Président y fait d'abord un assez long exposé retraçant les conversations de la veille et les propositions franco-britanniques à soumettre aux Tchèques : "désignation d'une commission internationale qui fixera dans quelles conditions seront donnés à l'Allemagne sans plébiscite les districts à majorité allemande. Dans ces districts les Tchèques s'en iront. Il y aura des échanges de population. Rien ne serait fait du côté polonais et hongrois. Le nouvel état serait neutre, garanti par cinq ou six puissances dont l'Angleterre".

Il rappelle quelle est la position britannique :

3 Carnets secrets de Jean Zay, publiés et commentés par Philippe Henriot, Paris: Éditions de France, 1942. La préface d'Henriot très polémique, critique le bellicisme de Jean Zay et l'assortit de ce commentaire : "Sa race a-t-elle réussi à lui conférer cette place au premier rang des bellicistes déterminés ?" Préface p. III.

4 Anatole de Monzie, Ci-devant. Paris : Flammarion, 1941.

5 SHAT 5N 580. Texte rédigé de l'allocution qui devait être prononcée à la radio le soir du 28 septembre. Cabinet du Ministre de la Guerre.

"Chamberlain a tenu à Daladier le langage suivant. Notre opinion est toujours contre tout engagement anglais en Europe centrale... Vous ne devez compter sur notre intervention que si l'intégrité de votre territoire est atteinte" (7).

Daladier évoque ses tentatives pour proposer une solution plus honorable :

"Nous avons défendu des positions moins dures qui nous avaient d'ailleurs été suggérées par Prague. J'en ai éprouvé un terrible accablement. J'ai cependant mesuré la gravité d'une rupture avec l'Angleterre" 6.

Il indique ensuite que le Conseil est libre et "doit délibérer", mais oriente la discussion en donnant son sentiment :

"Si nous refusons, le coup de force allemand se produira. Nous serons dans l'impossibilité d'aider les Tchèques sinon en attirant le plus possible les Allemands sur nous et en passant à l'offensive. Or nous avons 1200 avions en état. Les Allemands ont tout de suite 4000 avions de combat beaucoup plus rapides...

Il conclut :

"C'est une dernière chance d'avoir en Europe une Tchécoslovaquie que d'accepter ce plan. Pas un Français ne peut accepter de lancer son pays contre l'Allemagne et l'Italie sans être sûr au moins de l'aide immédiate de l'Angleterre."

Ainsi paraît se trouver ici vérifiée la formule employée par François Bedarida pour parler de notre partenaire d'Outre-manche : "la Gouvernante anglaise". La France ne pouvait-elle en septembre 1938 prendre du large, devait-elle se conformer aux vues de Londres ? Ne pouvait-elle tenter d'infléchir les positions britanniques en présentant un plan de rechange, une alternative réaliste mais plus conforme à nos engagements ?

Le 19 septembre, lors de ce premier Conseil des Ministres consacré à l'affaire tchèque, peu de propositions allaient dans ce sens. Si Georges Mandel s'inquiète et demande si le plan sera bien proposé aux Tchèques avant sa transmission à Hitler, peu de voix préconisent un autre plan. Chautemps exprime clairement l'opinion de ceux qui, dans le cabinet, souhaitent le maintien de la Paix :

"Il est honnête et indispensable de prévenir Benès que s'il refuse, il n'aura pas à compter sur nous. Je n'admettrai jamais, dit Chautemps, que la France qui a cru devoir accepter ce plan fût contrainte de faire la guerre par le seule arbitrage de Prague."

Protestations de quelques ministres dont Campinchi. Selon Édouard Daladier qui conclut, la Tchécoslovaquie devra accepter de lourds sacrifices et notamment la perte de territoires comprenant des fortifications. Mais elle conserve une armée homogène.

Elle peut vivre et l'Angleterre est prête à participer à la garantie de son indépendance d'accord avec d'autres pays. Le plan est ainsi accepté à l'unanimité.

Le Gouvernement français était donc entré dans la voie des concessions, pour ne pas dire celle des abandons.

Le Président du Conseil qui s'était entretenu à plusieurs reprises, depuis le début de la crise, avec les responsables du Haut Commandement avait sans nul doute pris en considération les arguments invoqués par le Général Vuillemin car sur ce point, de nombreux témoignages se recourent. Ils sont d'ailleurs confirmés par les volumineux dossiers conservés Vincennes par le Ministère de l'Air. Les rapports sur ce sujet, fournis à des colloques antérieurs par le Général Christienne s'appuyant sur de statistiques du contrôleur Chaussat, soulignent bien la grosse faiblesse de l'aviation française en septembre 1938. Certes, Vuillemin et Guy La Chambre surestimaient la puissance de l'aviation allemande. Le rapport des forces nous restait cependant moins défavorable sur le plan du bombardement. Mais d'autres contraintes pesaient aussi lourdement dans la balance. L'état de nos forces militaires était largement conditionné par l'environnement industriel qui n'était pas très favorable en septembre 1938.

Présidant le **Comité Permanent de la Défense Nationale** depuis sa constitution sous l'égide de Léon Blum en juin 1936, Édouard Daladier, Ministre de la Défense nationale, avait pour mission de coordonner l'action des différents ministères civils et militaires et était responsable de la mise en œuvre de la **mobilisation industrielle**. Or, nous l'avons montré au colloque consacré à Munich ici même, le bilan des efforts accomplis avant septembre 1930 est bien mince. Ajoutons que cette mobilisation, pour être efficace, supposait la coopération avec la Grande Bretagne. Or dans ce domaine, les accords avaient bien peu progressé malgré l'impulsion donnée depuis le printemps 1938.

Il nous faut maintenant examiner l'évolution de l'équipe décisionnelle et les réactions des principaux responsables du Parti (membres du Groupe parlementaire, Présidents d'importantes Fédérations non parlementaires tel Emile Roche... membres influents du Parti à des degrés divers).

② Pour mesurer cette évolution et analyser les tensions qui se développent en France au gouvernement et dans la classe politique, nous examinerons la situation une semaine plus tard, au lendemain de **l'entrevue de Godesberg** (nouvelle rencontre Hitler Chamberlain du 22 septembre) où le chancelier durcit encore ses exigences après le premier recul des gouvernements de Londres et de Paris.

➤ **Paris, Conseil des Ministres extraordinaire du dimanche 25 septembre**

Avant de se rendre à Londres pour discuter du Mémorandum de Godesberg, Daladier et Bonnet réunissent le Conseil de Cabinet à 15 heures.

L'atmosphère est toute différente de celle du 19 septembre où un consensus avait pu rapidement se dégager. Le climat est lourd car cette réunion a été précédée de nombreux incidents. Des affrontements au sein de l'équipe ministérielle où courent des bruits de démission sont relayés par de vifs débats au sein du Parti et notamment à l'intérieur du groupe parlementaire radical. Rappelons seulement brièvement ces tensions préalables à l'ouverture du Conseil.

Le **22** septembre, à la nouvelle du départ de Chamberlain pour Godesberg, 5 ministres dont deux membres du Parti radical menacent de démissionner : il s'agit de Campinchi et Jean Zay, membres du sérail. Sont aussi démissionnaires Paul Reynaud, Georges Mandel, Champetier de Ribes.

Le lendemain 23 septembre, Jean Zay note :

"Groupe radical, Daladier n'y vient pas. Parti divisé, troublé, inquiet. Badie demande des explications"⁷.

Édouard Herriot, partisan de la résistance aux exigences d'Hitler s'efforce cependant de modérer le clan belliciste et évite l'ouverture d'une crise ministérielle. Il obtient de Daladier l'assurance qu'en cas de refus d'Hitler la France respecterait ses engagements.

C'est dans ce sens que Daladier s'exprime le soir du 23 septembre à 17 h.

"A 17 heures, écrit Jean Zay, Daladier dit à la délégation radicale que nous tiendrons nos engagements. Émotion de Monzie auquel je téléphone vers 23 heures. Ce partisan de l'apaisement s'inquiète. Daladier aurait parlé sans consulter Bonnet, celui-ci est effondré selon tous les témoins"⁸.

C'est dans ce climat tendu que s'ouvre le Conseil des Ministres du **25 septembre**.

Daladier ouvre le Conseil en rappelant que le plan de Londres, accepté par nous, comportait la cession des territoires seulement quand ils comptent au moins 50 pour cent d'Allemands et la garantie du futur État tchèque. Or Hitler a présenté d'autres exigences dans le mémorandum que Chamberlain s'est borné à transmettre à Prague.

A un examen attentif de la carte qui met en évidence le risque d'un démembrement complet de la Tchécoslovaquie, Daladier demande les avis des membres du Conseil. Les clivages sont désormais nets au sein du Conseil. Favorables à la fermeté interviennent Georges Mandel, Albert Sarraut et Paul Reynaud.

Celui-ci déclare que le projet de Godesberg est la fin de la Tchécoslovaquie. Or, dit-il, "c'est l'Europe".

⁷ Carnets secrets, op. cit., pp. 8-9.

⁸ Ibid., p. 10.

Une remarque fuse dans l'autre camp. "Non, dit Monzie, l'Europe, c'était Vienne"; il reprend un peu plus tard la parole :

"Nous sommes quelques-uns qui ne nous résignons pas à la guerre."

Daladier répète alors que l'accord de Londres est un maximum. Il ne veut pas accepter l'entrée immédiate de trente divisions allemandes chez les Sudètes, car ce serait la guerre. Chautemps et Bonnet sont pour une occupation symbolique et progressive. Devant la détermination du Président, s'opère cependant un repli des positions pacifistes.

A la fin du conseil, la ligne de fermeté paraît l'emporter. Chacun approuve la position de Daladier, écrit Jean Zay ⁹. De Monzie lui-même note à la date du 25 septembre :

"Il y a une poussée de température depuis le mémorandum du 23. La mise en demeure du 23 s'interprète comme un ultimatum non seulement aux Tchèques, mais à leurs garants franco-anglais. "Faites au mieux", dit-on en substance au Président du Conseil."

Pourtant, il consigne les efforts qui continuent à se déployer au profit de la paix dans le groupe de ses amis :

"Guy La Chambre répète en particulier à Georges Bonnet ce qu'il a dit le 19, à propos de notre aviation insuffisante... Chautemps, Queuille, Marchandau se joignent à nous dans cette conjuration" (sic).

Dans le groupe des défenseurs de la paix, soulignons aussi le rôle joué par Lucien Lamoureux, convoqué à Paris par Bonnet dès le 23 septembre, car la fronde des élus parlementaires l'inquiète depuis l'envoi d'une délégation à Daladier. Face au clan dit belliciste où figurent notamment André Albert, Pierre Cot, et même un modéré du Parti, Vincent Badie, il faut organiser un contre-feu. C'est du côté du Sénat que les parlementaires favorables à la paix trouvent de sûrs alliés. Parmi eux, Joseph Caillaux, fidèle à la ligne qu'il a toujours suivie depuis Agadir. Son collaborateur Emile Roche a évoqué son rôle en ces termes :

"Il est là à Paris, habitant ma maison où lui ont rendu visite ces jours derniers la plupart des ministres. Il va voir le Président du Conseil, lui rappelle Agadir en 1911, le répit alors gagné pour la préparation à la guerre, puisque l'on voit bien, hélas ! que le monde s'y précipite."

Telle est l'atmosphère à Paris à la veille du départ pour Londres de Daladier et Bonnet.

➤ Londres : deuxième rencontre franco-anglaise des 25-26 septembre

⁹ Ibid., p. 14.

Conforté par l'attitude des membres du Conseil Edouard Daladier plaide pour la fermeté et préconise la résistance aux prétentions d'Hitler.

"Une véritable corrida, raconte Margerie, qui avait participé à la rencontre comme interprète. Le "Taureau du Vaucluse" était littéralement assailli pour lui planter des banderilles... Il avait cependant bien résisté à ces assauts. Tandis que Georges Bonnet demeurait silencieux de bout en bout, Edouard Daladier avait tenu tête à ses partenaires. Le Premier ministre avait fini par conclure que la position était maintenant claire et que le risque de guerre se précisait. Il souhaitait maintenant avoir un entretien avec le Commandant en Chef allié." ¹⁰

On sait que Gamelin, convoqué dès le lendemain, surprit son auditoire. Evoquant la perspective de la guerre, le Général fait un tour d'horizon de la situation sur le front tchèque où le gouvernement de Bénès a ordonné la mobilisation.

Si l'on met à part la Russie dont l'aide immédiate est difficile, les armées française et tchécoslovaque représentent les seules forces prêtes : elles constituent la couverture des forces du monde entier qui, il faut l'espérer, se rangerait du côté des forces démocratiques. Et il est nécessaire de ne pas la faire battre isolément par une action inconsidérée. Elle peut tenir ce rôle. Mais pour gagner la guerre, elle aura besoin d'être aidée.

Il pose alors la question de l'aide que peut apporter la Grande Bretagne.

Pris de court, les Britanniques renvoient le débat devant une commission plus restreinte ¹¹ .

Au terme de ces conversations, les engagements britanniques sont minces. Le Chef d'Etat Major de l'Air, tout en affirmant son intention de fournir une aide, insiste sur la nécessité :

- de conserver en Angleterre l'aviation de chasse
- de ménager les forces aériennes anglaises pour ne pas les user prématurément en raison de l'état encore insuffisant des réserves.

En fait, nous savons par les sources françaises que le Général Gamelin avait dressé un tableau flatteur de la situation. Lors de ses entretiens du 23 septembre avec le Président Daladier, il avait été beaucoup moins optimiste, rappelant au Président que la France ne pouvait pas soutenir directement la Tchécoslovaquie.

10 Cité par Guy Girard de Charbonnières

11 UDF. 1932-1939, 2^e série, tome XI, Paris : Imprimerie nationale, 1977, pièce 376.

"En effet, la neutralité de la Belgique et son refus de laisser passer une armée française sur son territoire rendent impossible une attaque de flanc. Nous sommes réduits à l'offensive sur un front étroit entre Rhin et Moselle contre une région fortifiée."

Notre propos n'est pas d'examiner ici l'important dossier militaire qui concerne les possibilités des armées françaises mais de tenter d'élucider l'attitude du Général Gamelin dans les derniers jours de septembre 1938.

Soucieux de ne pas voir se démanteler le dispositif tchèque qui jouait un rôle important dans nos plans stratégiques initiaux, espérait-il, en jouant la carte de la fermeté devant les Anglais, les inciter à mobiliser et à engager enfin des conversations d'état-major franco-britanniques recherchées depuis longtemps par Paris ? Certains documents publiés dans les **Documents diplomatiques** français vont dans ce sens. Quoi qu'il en soit, le processus de mobilisation partielle était engagé. Le Gouvernement Français paraissait devoir opter pour la fermeté. Les dernières journées de septembre voient le dénouement de la crise. C'est le dernier acte.

La détermination du Président est manifeste aux yeux de Jean Zay qui note :

"Conseil à 10 heures à l'Elysée. Daladier qui semble avoir pris seul en main notre politique, fait un exposé. Nous devons maintenir les mesures militaires tant que l'Allemagne maintient les siennes".

Bonnet s'exprime alors avec vivacité. Il a écrit la veille au Président une lettre officieuse :

"Notre isolement est dramatique. La France doit attendre, pour accepter l'idée d'une guerre, d'avoir reconstitué ses forces, ses alliances, son amitié, son aviation"¹².

C'est dans le même esprit qu'il intervient :

"Le moment est venu de préciser ce qu'on entend par assistance à la Tchécoslovaquie. Pour lui c'est une aide indirecte par fournitures et par mobilisation pour retenir les troupes allemandes, mais pas la guerre. Il faut donc poursuivre les négociations".

Edouard Daladier s'oppose vivement à cette interprétation. Campinchi proteste contre le langage de Bonnet au moment même où nous avons enfin obtenu la certitude de la fermeté anglaise et où seule notre détermination devant Hitler nous donne quelques chances de salut.

Daladier dit qu'il n'abdiquera jamais le "droit exclusif du gouvernement de décréter la mobilisation générale"¹³. Georges Bonnet note le soir du 28 :

12 EDF 1932, 1939, op. cit., pièce 400.

13 Carnets secrets, op. cit., pp. 18 à 21.

"Il est impossible de faire la guerre. Je suis contre la mobilisation générale. A tout prix il faut trouver un arrangement"¹⁴.

Le soir même, alors que plus d'un million d'hommes dont déjà mobilisés, Edouard Daladier prépare le texte de l'allocution qui doit être radiodiffusée le lendemain soit le 28 septembre.

Dans ce texte tout à fait inédit, conservé par les Services Historiques de l'Armée de Terre, il évoque clairement la perspective d'un proche conflit. Tout en rappelant que le but suprême de la France est la paix, le Président du Conseil exhorte ainsi les Français à faire leur devoir de citoyen :

"Je connais assez bien le peuple de France pour savoir qu'il n'accepterait jamais une paix qui ne serait que la rançon de notre déshonneur et qu'une atteinte à la sécurité matérielle de notre pays, ouvrant la voie aux désastres de demain."¹⁵

3 Le **lendemain 28 septembre**, Edouard Daladier recevait communication de la proposition de Mussolini. A 15h30, André-François Poncet transmet au Président Daladier l'invitation à la **Conférence de Munich**.

Dès lors, le sort de la Tchécoslovaquie est scellé.

Ainsi le Président après avoir envisagé la perspective d'une résistance aux prétentions d'Hitler, acceptait le principe d'une rencontre avec le Führer et le Duce.

➤ Un récit tout à fait inédit de la **Conférence de Munich** laisse penser que le Président avait gardé l'espoir qu'un dialogue était possible et qu'un compromis honorable permettait de sauver la paix sans renier les derniers engagements pris à l'égard des Tchèques. Ayant exclu Bonnet de la délégation, il se faisait accompagner par Rochat, Alexis Léger et son collaborateur Etienne de Croûy Chanel. A ses côtés, son fidèle directeur de Cabinet, Marcel Clapier.

L'éviction de Bonnet était très significative. C'était là une victoire obtenue par Léger et par le Directeur des Affaires Politiques du Quai d'Orsay, René Massigli, qui avait fourni depuis le début de la crise des notes solidement argumentées en faveur de la résistance à Hitler et de l'assistance à la Tchécoslovaquie.

Il semble aussi qu'avant d'aborder Hitler qu'il n'avait jamais rencontré, Edouard Daladier espérait encore qu'il pouvait parler le langage d'un ancien combattant. Renouant avec un projet lancé par Hitler à l'automne 1933, il ne renonçait pas au fragile espoir de convaincre ses deux interlocuteurs allemand et italien. Dans le discours qu'il devait prononcer le 28, il lançait d'ailleurs cet appel :

14 MAÉ, Papiers 1940, papiers Bonnet, Note du ministre - reproduite dans DDF, 1932 39, tome XI, op. cit., pièce 400.

15 SHAT 5N 580 Fonds Daladier

"Ancien combattant, je m'adresse directement ici à l'ancien combattant qu'est le chancelier Hitler. Il a la parole de Monsieur Chamberlain. Il a ma parole..."¹⁶.

Le Président du Conseil devait plus tard reconnaître qu'il s'était lourdement trompé¹⁷.

Ainsi, quel bref bilan dresser au terme de cette évocation des jours sombres de septembre 1938 ?

Nous ne formulons ici que de brèves remarques car le second volet de notre exposé consacré à l'après-Munich permettra de confirmer les hypothèses que nous pouvons formuler dès la fin de cette première partie.

➤ Le Gouvernement Daladier placé devant les premières exigences d'Hitler, sommé de prendre position par nos partenaires britanniques avait dès le 18 septembre cédé du terrain.

Les premières motivations de ce recul étaient liées à des préoccupations internes. Le Chef du Gouvernement qui n'avait pas encore consulté le Conseil des Ministres paraît avoir agi en fonction des données suivantes :

① Dans la perspective d'un conflit qui pouvait se généraliser, la guerre qui se développerait serait une guerre longue et totale mettant en jeu le potentiel des nations. Or la France seule n'était pas prête à affronter un tel conflit. Ni l'état des forces militaires ni la mobilisation industrielle ne permettaient à la France qui pouvait subir un blocus de procéder seule à une modernisation rapide de son économie dépendante de l'étranger pour de nombreux approvisionnements. Une telle guerre ne pouvait être conçue que comme une guerre de coalition menée avec la Grande Bretagne et incluant à terme les USA.

Au fond pour Daladier qui le confie à l'ambassadeur des USA, William Bullitt, l'issue d'un combat contre l'Allemagne est déterminée par le retour à la coalition victorieuse des démocraties en 18.

② A plus court terme, les données ne lui paraissaient pas non plus favorables. Sur le front social les tensions qui se manifestaient à l'heure où il tentait de remettre la France au travail (Discours du 21 août) lui paraissaient très préoccupantes.

Au sein du Parlement et au sein du Gouvernement les divergences constatées sur l'opportunité d'une intervention pesaient aussi sur l'élaboration de sa décision.

Après Godesberg, conforté par les partisans de la fermeté au sein du groupe parlement et du Cabinet, Daladier tente d'emporter l'assentiment du Cabinet anglais et prend en France les mesures de mobilisation.

16 SHAT 5N 580 Fonds Daladier

17 Interviews recueillis auprès de collaborateurs du Président.

Il reste cependant obsédé par la vulnérabilité française. Quand une solution de compromis se profile, il finit par s'y rallier.

II -DE MUNICH A LA DROLE DE GUERRE

LE GOUVERNEMENT DALADIER ET LE PARTI RADICAL FACE AUX NOUVEAUX DEFIS DES DICTATURES ET A LA MENACE DE GUERRE

II.1 - APRES MUNICH. DES STRATEGIES DIFFERENTES MASQUEES PAR UN APPARENT CONSENSUS

Octobre 1938 est l'heure de premiers bilans. A Paris, le Haut-Commandement et les Hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay dressent un bilan sévère mais réaliste des conséquences de la conférence de Munich.

Dans une note du **12 octobre 1938** sur la situation **actuelle**, le Général Gamelin évoque le renversement de la situation générale en Europe Centrale où le mouvement d'expansion allemand risque de se poursuivre. Hostile à toute nouvelle concession au Reich, notamment dans le domaine colonial, il évoque l'aggravation de la situation diplomatique ébranlée par la crise des Sudètes et pose la question de nos alliances envisageant le cas d'une Italie hostile. A l'étranger, on dénonce le recul de la France. L'émouvante lettre de Faucher, notre attaché militaire à Prague avant Munich avait annoncé ce discrédit¹⁸.

Parmi les partenaires les plus critiques, l'URSS avec laquelle nous avons signé depuis 1935 un pacte d'assistance mutuelle et qui s'interroge sur la puissance de la France.

Comment le Parti radical a-t-il accueilli la signature des ACCORDS de MUNICH ?

Deux remarques s'imposent.

La **première** s'appuie sur des données chiffrées incontestables. Un **apparent consensus** se dégage pour approuver la politique gouvernementale au lendemain de Munich.

- ① **A la Chambre des Députés le 4 octobre**, à l'issue du débat consacré à l'examen de la politique gouvernementale un premier scrutin intervenait après la **déclaration de politique étrangère**. Après une discussion où les Communistes marquaient leur profond désaccord et où Kerillis, Indépendant républicain, n'a pas ménagé ses critiques, une large majorité, **535 voix contre 75** approuvait la politique gouvernementale. Ainsi les radicaux étaient restés solidaires du gouvernement.

¹⁸ Voir notre article "Énjeux stratégiques et redéploiement diplomatique français, in "Relations internationales" n° 35, 1983, pp. 319-335.

Serge Berstein note à ce sujet :

"Au lendemain de l'accord (se manifeste) un soulagement général.

Aucune voix ne s'élève au sein du parti pour critiquer les décisions de Daladier et l'unanimité se fait pour constater que le pire a été évité."

"Cependant, ajoute-t-il, le sort de la Tchécoslovaquie et les incertitudes de l'avenir ne donnent pas matière à pavoiser."

Notons aussi que le **scrutin suivant** consacré à l'**examen de la demande de pleins pouvoirs** suscitait au sein de l'Assemblée et du groupe parlementaire de plus vifs débats. Le vote sur les pleins pouvoirs était sanctionné par les résultats suivants :

331 pour - 78 contre - 203 abstentions

Parmi les **opposants**, les communistes et deux votes radicaux, André Albert et le docteur Crutel.

Parmi les **abstentions**, le parti socialiste massivement et trois radicaux, Pierre Cot, Geistdoerfer, Margaine. Herriot, président, n'avait pas pris part au vote.

Ces voix dissidentes étaient le premier signe d'un sérieux malaise que le Congrès de Marseille permettait de voir apparaître.

Ce scrutin introduisait aussi une nouvelle donne politique.

Aux yeux d'une partie des observateurs politiques, il s'agissait bien d'un tournant. C'était la rupture du Front Populaire.

C'est ainsi que l'analysent aussi les historiens du Parti Radical Peter Larmour, Jean Thomas Nordmann et Serge Berstein ¹⁹.

Conduit à une politique de recentrage le Président Daladier devenait-il pour autant l'otage d'une nouvelle majorité inclinant le Centre droit et une partie notable des formations modérées ?

Les débats du Congrès de Marseille permettront sans doute de clarifier la situation. L'attitude de l'aile gauche du parti radical au cours de ce Congrès mérite en effet un examen ; la gauche du parti est-elle disposée, après l'épreuve de Munich à avaliser une politique qui trahirait les grands engagements du Front Populaire et remettait en cause les grands acquis sociaux ?

19 Peter Larmour, The french Radical Parti in the 1930's, Stanford : Stanford University Press, 1964, pp. 244-245. J. Thomas Nordmann, Histoire des radicaux, 1920-1973, Paris : La Table Ronde, 1974, pp. 283. S. Berstein, Histoire du Parti Radical, tome 2, Paris : FNRP, 1982

Le Président lui-même va-t-il cautionner la grande offensive que lance l'aile droite du Parti dynamisée par ses succès en politique extérieure ?

Nos recherches fondées sur l'examen de dossiers publics et privés, amènent à nuancer le tableau et à relativiser certains chiffres.

② Les **débats du Congrès de Marseille** ne peuvent être que brièvement présentés faute de temps. Leur analyse permet cependant de formuler une **deuxième remarque** sur l'évolution du Parti Radical après Munich.

Au-delà du consensus apparent se dégagent à l'intérieur du parti **différentes stratégies** qui s'affirmeront plus nettement encore à la fin de l'automne 1938 et au début de l'hiver.

- Une **stratégie attentiste favorable** au rapprochement avec les **régimes autoritaires** et à la détente en Europe au prix de quelques concessions. Nous retrouvons ici les appeasers munichois. Le rapport présenté au nom de Georges Bonnet par Aimé Berthod traduit parfaitement cet état d'esprit.
- Une **stratégie offensive**, militant pour une politique de **réarmement**, favorable au rapprochement avec l'URSS et à la conclusion d'une alliance ferme avec la grande Bretagne, hostile à toute nouvelle concession aux dictatures. C'est le sens des interventions d'Herriot, Pierre Cot, René Renault, Réthoré.
- Une **position médiane**, celle du Président Daladier, soucieux d'éviter un éclatement de son parti favorable à la plupart des orientations de la seconde ligne, mais réservé sur certaines conditions.

Trois extraits significatifs tirés des actes officiels du Congrès illustreront ces trois positions.

Pour Aimé Berthod, **dont nous résumons ici le rapport. Il faut partir d'un constat** : Tout le système s'est écroulé, qui le nierait ?

"Est-ce bien sûr d'ailleurs que ce système était conforme aux véritables intérêts de la France ? à ce qui doit être dans le monde d'aujourd'hui sa tâche et sa mission ?

Et maintenant que ce système d'alliances n'est plus, nous devons tendre à le reconstituer sur des bases nouvelles comme certains déjà y pensent ; ou devons-nous délibérément diriger vers une autre voie l'effort de la nation ? **20**

Quelle est cette nouvelle voie ? Trois axes se dégagent.

1. Le **dégagement** de tous les domaines où les intérêts **vitaux** de la France ne sont pas en jeu.
2. Une politique **d'apaisement** vis-à-vis de toutes les puissances même d'idéologies opposées

"La coopération qui a pu s'établir à Munich entre les quatre puissances pourrait s'élargir dans l'avenir. C'est dans cet esprit que nous nous sommes réjouis de l'envoi d'un ambassadeur à Rome."

3. Pour conserver à la France un rôle international et éviter un repli excessif, mise en valeur des liens avec l'empire **colonial**.

La discussion de ce rapport est intéressante. Des critiques accueillent fraîchement les propos d' Aimé Berthod. Si les délégués ont avalisé la politique de Munich de nombreux intervenants se montrent plus réservés sur les perspectives ouvertes par Berthod.

Citons Réthoré, député de la Charente :

"La paix, nous pouvons l'avoir, mais le moyen de l'avoir n'est pas de toujours céder. Nous nous demandons si à l'avenir on se prépare à résister aux prétentions croissantes des régimes totalitaires ou si au contraire on médite de nouvelles concessions : **Nous condamnons toute politique qui ne serait pas, en matière intérieure, celle de l'ordre républicain et de la justice sociale et en matière extérieure celle de la résistance à l'agression et de la fermeté devant les dictatures**" ²¹.

L'**intervention d'Herriot**, président d'honneur, va dans le même sens. Fidélité aux alliances contractées à l'Est et renforcement de ces alliances. Mais il aborde plus longuement le thème du redressement nécessaire.

"Oui, soyons forts, d'abord militairement, mais aussi économiquement car se pose le problème de notre puissance industrielle et commerciale. Un effort doit donc être consenti à tous les niveaux. Le Parti radical ne cédera pas sur la nécessité du travail. C'est sur le travail et pour lui que la République a été fondée."

Enfin, l'**intervention d'Edouard Daladier** qui préconise, lui aussi, une politique de redressement national n'est pas dans le domaine de l'action diplomatique dépourvue d'ambiguïté. Après avoir évoqué la conférence de Munich : un compromis, un acte de raison, il décrit les objectifs gouvernementaux en politique extérieure.

Après avoir rappelé que l'intérêt fondamental de la France, c'est le maintien intégral de sa propre sécurité, d'abord, il précise :

21 Ibid., pp. 547 à 564.

"La sécurité française ne réside pas uniquement dans l'intégrité de nos frontières continentales. Elle est au contraire conditionnée par la liberté des communications de la métropole et de son empire."

Abordant ensuite la conduite de notre diplomatie, le Président

du Conseil souligne d'abord quel est le pivot de notre système d'alliances. La base de la diplomatie française c'est d'abord la coopération étroite de la France et de l'Angleterre.

Il ajoute cependant :

"Cette entente n'est pas exclusive d'aucune autre. Nous sommes ouverts à toutes les ententes."

C'est l'occasion pour lui de parler d'une collaboration entre les deux peuples de France et d'Allemagne. Reprenant le thème du dialogue franco-allemand basé de la paix, il précise :

"A cette paix nous avons consenti des sacrifices mais nous ne voulons pas qu'on la défigure, qu'on la représente comme la première étape de la route qui conduirait à l'abdication."

Enfin, le discours comprend un second volet qui annonce les mesures de redressement économique :

"La France doit être forte, il faut qu'elle puisse imposer sa volonté avec les armes" ²².

II.2 - DE NOVEMBRE 1938 A FEVRIER 1939, UNE POLITIQUE AMBIGUË QUI SUSCITE AU SEIN DU PARTI DES REACTIONS DIVERGENTES.

Cette période est marquée en **politique intérieure** par l'adoption des décrets-lois qui symbolise un véritable tournant dans la politique économique et sociale du Gouvernement.

Nous avons eu l'occasion d'aborder ces problèmes en d'autres circonstances et formulerons simplement ici deux remarques.

L'arrivée d'une nouvelle équipe aux Finances avec la désignation de Paul Reynaud rue de Rivoli (et sa permutation avec Marchandreau) introduira un esprit nouveau et créera une nouvelle dynamique. Tournant le dos à des solutions plus dirigistes que préconisait Marchandreau, la nouvelle politique se veut plus libérale. C'est le nouveau cours de la politique décrit par Alfred Sauvy. Les décrets-lois de novembre 1938 préparés hâtivement au cours de folles nuits que décrit Michel Debré (membre de l'écurie Reynaud) introduisent des allègements, permettent avec l'aménagement de la semaine de 40 heures d'améliorer les rythmes de travail ; bref, c'est la relance marquée par une hausse spectaculaire de l'indice de production et le retour des capitaux.

22 Ibid., pp. 368 à 380.

Dans son étude sur le "Financement du Réarmement", Robert Frank montre bien que ces mesures introduisent dans un système devenu trop rigide une souplesse qui favorise la reprise. Les réactions syndicales sont vives cependant et c'est le 30 novembre la grève générale qui connaît un succès très relatif. Dès lors, sur le front social, ce sera la pause ²³.

Préoccupé par la mise en œuvre de cette politique économique et par l'examen des dossiers militaires, le Président qui convoque le 5 décembre 1938 le Comité Permanent de la Défense Nationale et montre de la pugnacité, paraît laisser carte blanche à Georges Bonnet dans le domaine diplomatique ²⁴.

En **politique extérieure**, deux événements symbolisent le maintien de la politique d'apaisement : La déclaration franco-allemande du 6 décembre 1938 et en janvier la reconnaissance de jure du gouvernement Franco.

Ces deux initiatives qui ont l'aval du Président du Conseil sont cependant élaborées par Georges Bonnet et son Cabinet.

Si la portée de la rencontre a sans doute moins d'impact que ne le pensaient les adversaires de cette politique, les mesures économiques adoptées n'étaient pas négligeables et on est surpris d'apprendre que des entretiens économiques se poursuivirent jusqu'en mars 1939.

Dans l'entourage du Président Daladier, au sein du Gouvernement et du groupe parlementaire radical, cette politique devait entraîner de vives réprobations. En témoignent les débats à la Chambre de l'hiver 1939 et ceux de la commission des Affaires Étrangères où Bonnet est pris vivement à partie par des députés radicaux et doit s'expliquer sur la politique espagnole. (Intervention de Cot et Tesson). Au Quai d'Orsay, Alexis Léger s'efforce de contrecarrer l'influence de Bonnet et de s'opposer à un rapprochement avec l'Italie. L'attitude de Mussolini en novembre facilite sa tâche. Aux revendications italiennes sur Tunis, la Corse, Djibouti, Daladier riposte avec fermeté

"La France ne cédera pas un pouce de territoire à l'Italie" ²⁵.

Sur ce terrain il trouve un public tout disposé à le suivre. C'est l'heure du voyage en Tunisie où il est ovationné et connaît un succès sans précédent dont témoignent les actualités de l'époque. Les sondages,

23 Voir notre contribution sur ce sujet in "Edouard Daladier chef de Gouvernement" - sous la direction de René Rémond, Colloque FNSP, 1975, Paris : FNSP : pp. 129 à 150. Robert Frank - Le prix du réarmement français (1935-1939), Paris : Publications de la Sorbonne, 1982, pp. 201 à 217.

24 SHAT - CPDN - 5 décembre 1938 2N 25.

25 É. du Réau : "Enjeux stratégiques et redéploiement diplomatique français : novembre 1938-septembre 1939 in Relations Internationales n° 35 pp. 319-335.

les premiers utilisés en France, montrent d'ailleurs une évolution de l'opinion. Si 57% des Français avaient approuvé Munich en octobre, un sondage de décembre était révélateur de l'opposition de nouvelles dispositions d'esprit : en décembre 1938, 70% des français déclarent que la France ne doit pas rendre à l'Allemagne "les colonies qui nous ont été confiées par la SDN" ²⁶.

II.3 - FEVRIER-SEPTEMBRE 1939 - LE REDEPLOIEMENT DIPLOMATIQUE FRANÇAIS

A) Le véritable tournant s'amorce cependant en février 39.

Alors que la conjoncture économique redevient favorable et que l'opinion paraît sensibilisée par la nécessité d'un redressement, **le Président du Conseil qui dispose d'une plus grande marge d'autonomie semble prendre en mains la direction de la Politique extérieure.**

Conseillé par Alexis Léger, également conforté par les vues du Haut Commandement, le Président s'engage dans une politique qui débouche d'abord sur des résultats positifs.

En cette heure, il semble qu'il soit également plus sensible aux appels d'hommes qui à la gauche du Parti préconisent la fermeté. Discrète, mais efficace, l'influence de Herriot se fait sentir.

Ce **redéploiement diplomatique** est marqué successivement :

- par le resserrement de nos liens avec la Grande Bretagne (Février mars 1939) ces efforts débouchant enfin sur le principe d'une véritable coopération de nos Etats-Majors et sur la constitution en juillet-août du Conseil Suprême Intérialié.
- par une politique balkanique à laquelle s'associe la Grande-Bretagne après la garantie commune à la Roumanie et à la Grèce, le 13 avril 1939, les négociations aboutissent à la mise en œuvre d'un rapprochement avec la Turquie.
- enfin, du côté oriental la France resserre ses liens avec la Pologne qui reçoit la garantie britannique.

Mais le fait nouveau est ici le projet de la constitution d'un front franco-anglo-russe (Conversations de mars à août 1939).

Ce **sursaut des démocraties** était cependant bien tardif.

Du côté soviétique, un processus secret était engagé qui conduisait au Pacte germano-soviétique.

Le rapprochement franco-britannique avait enfin ancré la Grande Bretagne au continent mais la guerre devait montrer les faiblesses d'une coalition dont les bases étaient fragiles.

26 Contribution de Christel Peyrefitte : "Les premiers sondages d'opinion" in Edouard Daladier chef de Gouvernement, op. cit., p. 265

D'autre part, à la veille de la déclaration de guerre la **crise d'août septembre 1939** montrait l'ampleur des divisions face à l'échéance de la guerre.

Les dernières pages de la "Décadence" de Jean-Baptiste Duroselle illustrent bien ces tensions.

Au sein du Parti radical, Georges Bonnet qui a retrouvé une influence perdue est de nouveau l'apôtre de la paix.

B) Pendant ces derniers mois de l'avant guerre, comment évoluent face aux menaces qui se précisent les relations entre le Président et son parti ?

Après les graves tensions qui ont marqué l'automne 1938, le Président paraît vouloir prendre de la hauteur et se placer au-dessus des querelles entre les fractions du parti.

Lors du Comité exécutif du 15 janvier 1939, l'instance composée de membres de droite et de fédérations de province, le Président du Parti chef de gouvernement élève volontairement les débats, refusant de s'engager sur des terrains de politique intérieure où les affrontements risquent d'être vifs entre les deux ailes du Parti où s'opposent partisans et adversaires de la nouvelle politique économique et sociale mise en œuvre par Paul Reynaud.

Affirmant ne rien renier du serment du 14 juillet 1935, il justifie brièvement les mesures adoptées en invoquant la nécessité d'un redressement économique rapide, condition préalable à toute accélération du réarmement.

Il aborde ensuite les priorités, c'est-à-dire les impératifs que dicte notre politique extérieure.

L'opposition qu'il reçoit malgré les réticences de l'aile gauche s'explique sans nul doute par le souci que manifeste cette fraction du parti devant la situation menaçante à l'extérieur.

En mars 1939, après le **coup de Prague**, le Président du Conseil demande à nouveau des pouvoirs exceptionnels. Si les réticences sont plus vives au sein du groupe parlementaire appelé à se prononcer et si 18 radicaux refusent de voter un texte donnant au Président des pouvoirs étendus, le Parti donne très largement un véritable blanc seing à Daladier. Les réunions du Comité exécutif s'espacent. Celle de juin, la dernière avant la guerre permet à Daladier de faire avaliser sa politique. Il adopte alors un langage ferme mais évocateur de choix de politique intérieure de plus en plus éloignés du serment du juin 1935²⁷.

Si à nouveau l'aile gauche se résigne, c'est que les orientations de politique extérieure répondent à ses aspirations. Le rapprochement avec l'Union soviétique est à ses yeux le symbole d'une ferme volonté de résistance aux fascismes.

Certes, nous l'avons vu, le clan de la paix est toujours là. Discret jusqu'en août, il va tenter dans les derniers jours d'août et de septembre de différer l'engagement de la France. Si, après des atermoiements

27 FNSP Fonds Daladier - 2 DA4 dr 6 sdr C.

et l'espoir tardif d'une initiation italienne du type Munich, la France s'engageait dans le conflit, comment le Gouvernement allait-il faire face à l'épreuve ? Comment devait alors évoluer le Parti ?

III - DE LA DRÔLE DE GUERRE AUX PREMISSES DE LA DÉFAITE - LE GOUVERNEMENT DALADIER ET LE PARTI RADICAL FACE À L'ÉPREUVE DE LA GUERRE.

III.1 - LE GOUVERNEMENT CHARGÉ DE LA CONDUITE GÉNÉRALE DE LA GUERRE,

Les premiers mois de la drôle de guerre font apparaître de graves **disfonctionnements** des **institutions** politico-militaires françaises.

Les premiers mois de guerre révèlent l'inadaptation des structures prévues pour "organisation de la nation en tant de guerre".

Ce texte déposé depuis 1923 sur le bureau de la Chambre n'était adopté qu'en juillet 1938. Résultat d'un laborieux compromis, la loi n'avait pas tranché et mal réglé des questions brûlantes, telle l'organisation du Haut-Commandement²⁸.

Alors que se mettait en place en Grande Bretagne, un véritable Cabinet de guerre (War Cabinet) où entrerait Winston Churchill, le gouvernement français n'était pas remanié dans cet esprit.

Cabinet à ossature radicale, le nouveau ministère n'était ni un vrai cabinet d'union sacrée comme l'aurait souhaité Léon Blum et Édouard Herriot mais aussi Philippe Pétain, ni un Cabinet restreint véritable exécutif de guerre comme le demandait Paul Reynaud.

L'organisme chargé de la Direction générale de la Guerre, le CSDN était par ailleurs une structure lourde qui se révélera inefficace et sera fort peu réunie après octobre 1939. Une structure plus restreinte chargée de la direction militaire de la Guerre, (Le Comité de Guerre, Président de la République, Ministères de la Défense, Haut Commandement) aurait pu jouer un rôle moteur mais sera fort peu réunie avant mars 1940. Sa mission aurait dû être la conduite générale de la guerre.

Il en était de même pour l'organisation du Haut-Commandement et la liaison **Haut-Commandement - Pouvoir politique**

Faute d'avoir tranché la question du Commandement Unique, les législateurs avaient, ici aussi, permis la mise en place d'un système qui se révélera tout à fait inadapté à l'heure où les troupes du IIIe Reich menaçaient nos frontières.

28 SHAT 6N 301 dr 3 - Organisation de la nation en temps de guerre.

Alors que notre sécurité était en cause, la question de la réorganisation de ce Haut-Commandement devient un véritable empire politique.

De janvier à mars 1940, le malaise au sein du Haut-Commandement est exploité à des fins politiques lors de débats parlementaires que nous allons maintenant évoquer. Dès cette époque le rôle du Maréchal Pétain est plus qu'ambigu, comme en témoignent ces extraits d'une lettre inédite adressée au Général Georges le 28 janvier 1940.

"Je suis venu passer 3 jours à Paris incognito. J'ai vu des amis communs et des militaires qui m'ont mis au courant... qu'on le veuille ou non, il faudra modifier l'organisation du commandement, personne n'est à sa place, les responsabilités sont enchevêtrées. Tenez bon et gardez confiance dans l'avenir."²⁹

Ajoutons sans développer ce point, que la mise en place des institutions interalliées alourdissait encore le processus décisionnel en créant d'autres instances, Conseil Suprême Interallié, Haut Comité militaire interallié, Comité d'Études et Missions militaires³⁰.

III.2 - FACE AUX NOMBREUX PROBLEMES POSES PAR LA DIRECTION GENERALE DE LA GUERRE QUI INCOMBAIT AU GOUVERNEMENT, L'EQUIPE DECISIONNELLE POUVAIT-ELLE COMPTER SUR SES ALLIES NATURELS MEMBRES DES PARTIS AU POUVOIR ET SUR LES GROUPES PARLEMENTAIRES ? QUELLE ETAIT NOTAMMENT L'ATTITUDE DES GROUPES RADICAUX A LA CHAMBRE ET AU SENAT ?

Les missions des parlementaires avaient également été précisées par le texte de juillet 1938 reprenant bien des dispositions adoptées au cours du premier conflit. Les dispositions de la loi rappelaient notamment leur droit absolu de contrôle sur les actes des ministres. Des missions d'information pouvaient être confiées à des membres non mobilisés des deux chambres. Irrités, de n'avoir pas été consultés sur l'opportunité de la déclaration de guerre, des parlementaires devaient, dès le mois de novembre mener une campagne mettant en cause la conduite de la guerre.

Face aux premières attaques concernant notre passivité en Pologne et l'organisation de la mobilisation industrielle, le Cabinet paraissait faible et divisé. Le Gouvernement remodelé maintenait autour du Président qui cumulait toujours plusieurs charges (Défense nationale, Guerre et Affaires étrangères) une équipe assez disparate. Ce n'était en aucun cas un cabinet de guerre.

Le Président du Sénat Jeanneney mentionnait dans son journal :

29 SHAT QGQ - 27 N et Fonds Georges 1K IJ.

30 Public Record Office Cab 9913 et FNSP Fonds Daladier 3 DA5 dr 3, 4 et 5.

"Au fond le Cabinet Daladier retrouve sa faiblesse de 1938. Il compte trop de membres qui, quoiqu'il arrive se trouvent ou se trouveront hostiles à la guerre."

Il précisait un peu plus tard sa pensée en distinguant:

" Les hommes vigoureux du Cabinet Paul Reynaud (finances), Mandel (Colonies) Rio (Marine Marchande). Les honnêtes bien orientés Pernot (Blocus), Queuille (Agriculture), Campinchi, Champetier de Ribes ; enfin ceux qui sont ouvertement rebelles à conduire la guerre, Bonnet (évincé du Quai d'Orsay mais chargé de la Justice), Chautemps, de Monzie, Pomaret" ³¹.

Critiqué par les parlementaires, réunis en commissions ou siégeant en comité secret, le Gouvernement d'Édouard Daladier, taxé de passivité, se divise sur l'opportunité d'expéditions périphériques.

Très tôt, Gamelin note dans son "Journal de Marche" :

Monsieur Daladier est nerveux, il craint d'être renversé... (nos) soucis ne viennent pas des opérations militaires, mais du Gouvernement, de ces hommes hésitants et nerveux, ce sont eux qui pèsent sur nos épaules. M. Daladier a trop à faire, à cumuler ; il devrait s'alléger et garder pour lui Présidence du Conseil et Affaires Etrangères" ³².

Ces remarques rejoignent celles de collaborateurs du Président et d'un homme dont il était proche : William Bullitt, ambassadeur des États-Unis en France.

C'est à partir de **janvier 1940** que la situation s'aggrave avec les premières difficultés sérieuses sur les fronts périphériques.

Le Gouvernement français s'était engagé à apporter une assistance à l'État finlandais en lutte contre l'URSS. La décision devait être interalliée. Dès le 19 décembre, au Conseil Suprême avait été obtenu le principe d'une intervention. Dès janvier 1940 se développaient des divergences entre les deux partenaires. Un nouveau sommet le 5 février précisait les modalités d'assistance.

Il était bien tard... le 12 mars l'armistice russo-finlandais était signé alors que s'acheminaient les premiers renforts.

Cet armistice qui scellait la chute de la Finlande provoquait également la chute de Daladier.

En fait, l'autorité du Président du Conseil avait été contestée dès le 30 novembre, lors du débat sur le renouvellement des pleins pouvoirs. D'autre part, les divergences au sein du Cabinet sur la conduite de la Guerre affaiblissaient le crédit du Chef du Gouvernement

31 Jules Jeanneney, Journal politique (septembre 1939-juillet 1942), Paris : A. Colin, 1972, p. 8.

32 SHAT - Fonds Gamelin 1K 224.

Au Sénat réuni en comité secret, commençait, le 14 mars, la mise à mort du Président du Conseil, l'estocade serait donnée à la Chambre des Députés. La lecture de ces délibérations restées secrètes mais publiées dès l'après-guerre est éclairante sur la détérioration des relations entre le Gouvernement et le Parlement. Or le Gouvernement, critiqué en commission par certains radicaux, l'est aussi en séance du Comité secret. Sans doute les attaques les plus vives viennent de ses adversaires. Les interventions au Sénat de Reibel, de Laval et de Dormoy sur la conception de la conduite de la guerre et l'inapplication de juillet 1938 étaient de premiers avertissements. Les interventions à la Chambre les 19 et 20 mars étaient encore plus critiques.

Ainsi, après les exposés sévères de Gaston Bergery et Pierre Étienne-Flandin, Louis Marin concluait le débat sur cette formule:

"La chambre demande que le Gouvernement s'organise en Gouvernement de guerre décidé à mettre en œuvre avec méthode et énergie les ressources totales de la nation et à poser l'ordre du jour:

Sur cet ordre du jour le Gouvernement engageait sa confiance. Le taux très élevé des abstentions, 239 pour, 1 voix contre, mais 300 abstentions, incitait Daladier à offrir sa démission³³.

Dès le 21 mars se formait le **nouveau gouvernement confié à Paul Reynaud**. S'il devenait Président du Conseil, se situation était compromise par l'attitude des parlementaires radicaux et la position d'Édouard Daladier demeure à la Défense nationale. Le Cabinet n'était pas conforme à l'image attendue: "un cocktail de Marseillaise et d'Internationale" selon la formule de l'opposant radical GALIMAND.

L'accueil de la Chambre était réservé. Paul Reynaud aurait-il l'autorité nécessaire pour conclure la guerre avec plus d'efficacité que Daladier ?

A l'étranger on s'inquiète et Campbell ambassadeur de Grande Bretagne à Paris écrit à Halifax le 29 mars ses impressions : critique à l'égard de l'ancien Président du Conseil, il ne fait pas confiance d'emblée à son successeur :

Il n'est pas exagéré de dire que la conduite de la guerre était confinée à Léger et Gamelin avec lesquels il avait des conférences journalières et auxquelles les Ministres se joignaient rarement."

Mais il regrette son remplacement par Paul Reynaud.

"Le Président Daladier a les défauts du paysan français, sa suspicion, sa lenteur dans la décision mais il est profondément honnête et bénéficie, beaucoup plus que Paul Reynaud de la confiance de ses compatriotes." ³⁴

33 Guy Rossilandi, La drôle de guerre, Paris : A. Colin, 1971, pp. 51 à 55.

Dès le 30 mars, les différends s'accusaient au sein du Comité de Guerre. Édouard Daladier manifestait son opposition systématique à une opération militaire tactique jugée utile par le Conseil Suprême Interallié (le mouillage des mines fluviales). Ainsi le différend français aggravait-il le contentieux franco-britannique. L'expédition de Norvège s'engageait donc dans de mauvaises conditions.

Le général Georges écrivait le 30 mars :

"Daladier maintient son point de vue, la guerre sera longue ; 1940 doit être consacré à fortifier l'armure. Les mines fluviales ne sont qu'un début, mais j'ai l'impression qu'il y a une question de personne et qu'il s'agit seulement d'hostilité à l'égard de Paul Reynaud." ³⁵

Cette dernière page d'histoire à la veille de la campagne de France n'est pas la plus glorieuse.

C'est une France affaiblie divisée, minée par un grave malaise au sein du commandement et de violents dissentiments au sein de la classe politique qui recevra de plein fouet le coup de boutoir allemand. Ainsi se trouve vérifié le sévère constat formulé dans son Journal par un observateur sceptique, membre de l'Amirauté :

"Le Gouvernement est attaqué ainsi d'ailleurs que le général en chef. En réalité le pays a l'impression qu'il n'est pas dirigé. Le Gouvernement dirige par saccades. Les ministères civils qui n'ont jamais préparé la guerre n'ont pas l'esprit de guerre.

Les intérêts particuliers commencent à se dresser contre l'intérêt général.

On devrait bien comprendre que puisqu'on n'a pas su éviter la guerre, il nous faut vaincre si nous voulons rester libres." ³⁶

© PARTI RADICAL DE LA REGION ÎLE DE FRANCE

34 Public Record Office, Halifax Papers, FO 800/312

35 SHAT GQG Fonds Georges 1K 15.

36 SEM 1 BB2 208.